

LECONS DU PREMIER COMBAT

La formidable combativité ouvrière qui a explosé depuis la mi-décembre a donné une gifle magistrale à tous ceux -hommes politiques et journalistes- qui s'étaient dépêchés d'enterrer la lutte de classe.

Non, la classe ouvrière n'est pas "passive". Non, elle n'accepte pas les sacrifices que, mois après mois, on lui demande de faire au nom de l'"intérêt national".

Face aux plans d'austérité qui se succèdent avec la droite, comme ils s'étaient succédés avec la gauche -PC et PS- au gouvernement, face aux baisses de salaire, à l'augmentation des cadences de travail, à la détérioration des conditions de vie, face aux licenciements et à la misère, la classe ouvrière ne se résigne pas.

Elle ne peut pas se résigner!

Pour elle, il n'y a pas d'autre issue que la lutte, une lutte massive et déterminée pour la défense de ses intérêts.

Voilà ce que nous ont montré les grèves qui se sont succédées depuis près d'un mois, à la RATP, dans les ports, à EDF-GDF, etc... Voilà ce qu'exprime en particulier le formidable mouvement -le plus important depuis 68- des ouvriers de la SNCF.

Ce mouvement, malgré sa défaite, représente un pas extrêmement positif pour le combat de la classe ouvrière, des acquis très importants qu'elle doit faire siens et développer.

LES ACQUIS DE LA LUTTE

La première force de ce mouvement, c'est d'être parti de la base ouvrière, indépendamment et même contre la volonté des syndicats. Les cheminots ont fait la preuve que, pour engager la lutte, les ouvriers n'ont nul besoin de ces organisations, qu'ils peuvent parfaitement se passer de leurs mots d'ordre et de leurs consignes. Ils ont montré que les manoeuvres syndicales destinées à dérouter la classe ouvrière, à paralyser ou éparpiller les luttes, peuvent être déjouées dès lors que les ouvriers prennent en main leur propre combat, qu'ils ne s'en remettent pas à ces soit-disant "représentants de la classe ouvrière". Ils ont mis clairement en évidence que le seul moyen de surmonter les divisions entretenues par les différentes centrales syndicales avec leurs appels à "l'action" que des revendications différentes, à des dates et des lieux différents, est justement de lutter sans écouter ou attendre ces "appels".

La deuxième force du mouvement des cheminots, c'est d'avoir compris la nécessité de l'auto-organisation de la lutte.

Assemblées générales souveraines, comités de grève élus et révocables : voilà les bases d'une véritable prise en mains de la lutte par les ouvriers eux-mêmes qui seule peut garantir que celle-ci ne sera pas bradée par les professionnels de la négociation.

Mise en place de coordinations, de délégués mandatés par les assemblées générales : voilà le chemin d'une organisation de tous les travailleurs en lutte nécessaire au maintien et au développement de leur unité et de leur force.

POURQUOI L'ECHEC DU MOUVEMENT DES CHEMINOTS?

Mais cela n'est pas encore suffisant. La lutte des cheminots n'avait de chance d'être une riposte victorieuse de la classe ouvrière aux attaques capitalistes qu'à deux conditions :

-rompre les barrières du corporatisme, s'élargir et se généraliser aux autres secteurs de la classe ouvrière.

-garder jusqu'au bout entre les mains des ouvriers le contrôle du mouvement, ne pas s'en remettre à ceux qui n'étaient pas à son origine : les syndicats.

Et la faiblesse de la lutte des cheminots a été justement de ne pas pouvoir se débarrasser du sentiment corporatiste, que la bourgeoisie fait tout pour maintenir au sein de la classe ouvrière. Et à ce piège du corporatisme, même ceux qui se présentent comme les éléments les plus avancés de la lutte, les "syndicalistes de base", les trotskystes de la "Ligue Communiste" et de "Lutte Ouvrière", ont tout fait pour le renforcer en reprenant à leur compte la tactique classique des syndicats : enfermement de la lutte dans la profession ou le secteur, fermeture des assemblées générales et des coordinations aux ouvriers combattifs non conducteurs ou non cheminots qui voulaient témoigner leur solidarité à leurs camarades en lutte, qui voulaient rejoindre la lutte.

Ce maintien du corporatisme, c'était le premier pas vers la défaite. Le deuxième pas, c'était, comme l'ont fait les coordinations, de s'en remettre aux syndicats pour négocier avec l'Etat-patron ; c'était de redonner aux syndicats un rôle dans le mouvement alors que la preuve était faite qu'on pouvait se passer d'eux.

Le troisième pas vers la défaite, c'est que les cheminots n'ont engagé aucune démarche -contrairement à ce qu'avaient fait les cheminots en Belgique au printemps 86- en vue d'élargir leur mouvement vers les autres secteurs. En n'envoyant pas des délégations massives vers les autres entreprises du secteur public et du privé, et particulièrement celles qui étaient déjà entrées en lutte ou étaient prêtes à le faire, ils ont laissé aux syndicats et surtout à la CGT, les mains libres pour lancer une fausse extension des luttes. Ils ont dévoyé la volonté de lutte qui existait dans les autres secteurs, comme la RATP ou EDF, pour mener dans une impasse toute la combativité qui s'est exprimée depuis près d'un mois.

LES MANOEUVRES DE LA CGT

La prétendue "extension" appelée par la CGT ne visait pas à élargir le front des luttes, elle ne correspondait à aucun souci réel de défense des intérêts ouvriers.

Sinon, pourquoi la CGT était-elle absente, sinon hostile au départ de la grève des cheminots?

Pourquoi, s'était-elle opposée à celle de la RATP en décembre?

Pourquoi a-t-elle appelé à l'extension au moment le plus défavorable, au moment où la lutte des cheminots commençait à refluer?

Pourquoi, à aucun moment, n'a-t-elle permis que se crée un rassemblement réel entre les différents secteurs en lutte au sein d'une même coordination des assemblées?

La CGT n'avait qu'un seul objectif : utiliser le mécontentement ouvrier comme un pion sur l'échiquier de ses magouilles politiques, redorer son blason, refaire son image de marque, qui avait souffert de ses magouilles précédentes.

C'est avec raison que beaucoup d'ouvriers ont regardé avec méfiance ces manoeuvres syndicales. Mais cette méfiance n'a pu s'exprimer suffisamment pour empêcher la CGT d'engager dans des aventures, dans des luttes minoritaires et sans perspectives, divers secteurs de la classe ouvrière, comme à EDF.

Cette méfiance n'a pas réussi à déjouer la manoeuvre syndicale consistant à prolonger le plus possible la grève des cheminots, alors que plus une grève est longue, et plus elle épuise les ouvriers ; alors que, dans les conditions d'aujourd'hui, seule est capable de faire reculer la bourgeoisie une lutte qui s'étend rapidement à de grandes masses ouvrières, et non une lutte longue et isolée comme l'a montré la grève des PTT en 1974, celle des mineurs anglais en 84.

SE PREPARER A DE NOUVELLES LUTTES

La classe ouvrière sort de cette première riposte contre les attaques capitalistes avec un sentiment d'échec. Mais cela ne doit pas nous décourager de lutter, car, face à ces attaques, qui vont se poursuivre et s'intensifier, il n'y a pas d'autre voie que le combat de classe.

Ce sentiment d'échec doit se résorber par la réflexion de tous les ouvriers sur les leçons de ce premier assaut, afin que le prochain assaut ne soit pas à son tour défait, qu'il soit fécond et réellement capable de faire reculer la bourgeoisie et son Etat.

Les combats à venir ne seront victorieux :

-que s'ils s'élargissent immédiatement à différents secteurs, en englobant de façon croissante les grandes masses ouvrières,

-que si les ouvriers prennent en mains eux-mêmes, du début à la fin, le contrôle de leur lutte, s'ils empêchent les usurpateurs syndicaux de s'en emparer.

Nous avons perdu une bataille, mais nous devons gagner la guerre de classe.

Courant Communiste International, 12 janvier 1987.

Pour tout contact : Réunion Publique le 16 janvier à 20h30 sur "Les leçons de la lutte à la SNCF." au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (métro : porte de Choisy.). Prochaine Réunion Publique le 20 février à 20h30.

Nous écrire : RI -BP 581- 75027 Paris Cedex 01.

Supplément à "Révolution Internationale" n°153. Imprimerie Spéciale.Paris.